

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral  
de mise en demeure du 12 octobre 2023  
Société SAINT-GOBAIN GLASS  
Commune de THOUROTTE**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 actualisant les prescriptions édictées aux arrêtés préfectoraux d'autorisation des 26 juillet 1989, 23 juin 1993, 19 juin 1996, 14 juin 2000, 21 novembre 2001, 6 janvier 2003, 2 novembre 2005, 27 avril 2007, 18 avril 2008 ;

Vu l'arrêté complémentaire du 15 mars 2016 modifiant et renforçant les prescriptions applicables aux installations de l'usine Chanteraine exploitées par la société SAINT-GOBAIN GLASS FRANCE à Thourotte ;

Vu l'arrêté complémentaire du 4 janvier 2019 autorisant l'exploitation d'une ligne de production de vitrages feuilletés hybrides allégés sur le site industriel de Chanteraine à Thourotte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2023 mettant la société SAINT-GOBAIN GLASS de respecter les dispositions des articles 8.2.3 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2016 :

- en s'assurant que l'ensemble du personnel est périodiquement entraîné à l'emploi des extincteurs en transmettant tout justificatif du suivi de la formation au maniement des extincteurs ;
- en nettoyant les capots au niveau des jeux de câbles avant remise en œuvre de la 3<sup>e</sup> source du four et en transmettant à l'inspection des installations classées les justificatifs de cette opération

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le courriel du 6 mars 2025 par lequel l'exploitant a transmis les éléments de réponses pour donner suite aux manquements que l'Inspection des installations classées avait notifiés dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 12 octobre 2023 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées concluant que l'exploitant respecte la totalité des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2023 ;

Considérant ce qui suit :

1. par courriel du 6 mars 2025, l'exploitant a transmis les éléments de réponse pour donner suite aux manquements que l'Inspection des installations classées avait notifiés dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 12 octobre 2023 ;
2. la société SAINT-GOBAIN GLASS respecte en intégralité les dispositions édictées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2023 :
  - l'exploitant a transmis un document attestant qu'un suivi des formations à l'emploi des extincteurs a été mis en place et est effectif sur le site de Thourotte ;
  - l'exploitant a également transmis les justificatifs des opérations de nettoyage effectuées au niveau des jeux de barres ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2023, délivré à la société SAINT-GOBAIN GLASS pour son site de fabrication de verre plat et de produits automobiles à partir du verre situé sur la commune de Thourotte, sont abrogées.

### **Article 2** :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80 000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **Article 3** :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Thourotte pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Thourotte fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Thourotte, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 16 JUIN 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,



Frédéric BOVET

**Destinataires :**

La société SAINT GOBAIN GLASS

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Thourotte

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

